

connaît qu'on a pu tromper le général Castelnau. C'est déjà beaucoup; mais on sent qu'il en pense davantage; en tout cas, cela suffit pour détruire toutes les calomnies lancées contre le Maréchal à l'égard de son habileté stratégique.

Les constatations très flatteuses relatives à la direction des troupes, c'est au général Douay qu'il eût fallu, pour le confondre dans ses outrecuidants reproches, adresser une copie de cette lettre. Mais cet officier général a dû en avoir connaissance à son retour en France, car cette histoire était connue dans ses détails au ministère de la Guerre. J'en eus la preuve moi-même.

Tels furent, en somme, le sort et les conséquences immédiates de cette fâcheuse campagne Castelnau.

## CHAPITRE XVIII

### RUPTURE entre le GOUVERNEMENT MEXICAIN et l'INTERVENTION FRANÇAISE

---

Dernières convulsions de l'hostilité du gouvernement clérical de Maximilien contre les représentants de l'Intervention française. — Manœuvres du Padre Fischer. — Conflits avec le Président du conseil. — Entrevue de l'Empereur avec le Maréchal. — Lettres du Maréchal au Président du conseil. — Réunion d'un grand conseil consultatif. — Déclaration du Maréchal. — Lettre de Bazaine à l'Empereur. — Séquestration de Maximilien. — Manœuvres et lettres du Padre Fischer.

Le retour de Maximilien à Mexico devait naturellement précipiter les événements, non pas à l'égard de l'armée française dont l'embarquement était irrévocablement fixé pour le mois de février et qui s'acheminait déjà vers Vera-Cruz ou se concentrait autour de Mexico, mais bien dans les relations entre les représentants de l'Intervention qui, en fait, n'existait pour ainsi dire plus, et le gouvernement de combat dans lequel l'Empereur avait mis sa destinée et celle de son Empire. En tout cas, les conditions faites par la présence du Souverain dans sa capitale allaient devenir absolument extraordinaires et invraisemblables.

Depuis plusieurs mois, précisément depuis le départ de l'Impératrice, le Padre Fischer avait pris à la Cour un ascendant qui s'accroissait de jour en jour et était devenu une absorption complète de la personnalité de l'Empereur. J'ai signalé cet état de choses pendant le séjour du Souverain près d'Orizaba d'abord, puis à Puebla, et j'ai fait ressortir,

dans les pourparlers relatifs à l'abdication, les funestes conséquences de cette situation. Le Padre Fischer, soutenu, inspiré par la passion astucieuse et implacable du général Marquez, s'était fait le véritable chef de l'Etat, et, pour faire endosser ses actes par l'Empereur, employait les procédés les plus criminels. C'est par la divulgation de ses manœuvres odieuses, de ses faux, de ses soustractions de documents, que j'ai pu expliquer des faits que, jusqu'à ce jour, on n'avait pas osé présenter sous leur véritable caractère, notamment la vérité sur l'incident Dano-Castelnau, à Puebla.

Cet état de choses allait s'aggraver encore. D'abord, Maximilien, revenant dans sa capitale, délaissa ses palais, même celui de Chapultepec, sa résidence d'été favorite; il se laissa enfermer par Fischer encore, dans une hacienda, La Téja, sorte de prison champêtre d'où il voyait les clochers et les coupoles de Mexico, mais où les habitants de la capitale ne pouvaient l'apercevoir. Fischer l'avait emmuré.

Cependant, dès son arrivée, les précautions du Cerbère n'avaient sans doute pas été bien prises, car le malheureux prisonnier put faire appeler le Maréchal et avoir avec lui une conférence, longue, expansive, affectueuse et dont j'ai déjà parlé. Cette entrevue soudaine et inattendue, préparée spontanément par le Prince, causa dans Mexico, surtout dans la camarilla de la Cour et dans le monde gouvernemental, une émotion profonde. Quel complot avaient donc pu tramer ces deux hommes, quelle résolution grave avait seule pu les réunir? Le Maréchal n'avait pu inspirer à l'Empereur que les plus sombres et les plus funestes projets. Le Souverain allait-il donc échapper encore à la faction qui l'absorbait? L'effarement et la colère furent grands dans le clan clérical et le gardien Fischer fut sévèrement remis au point pour sa négligence.

A dater de ce jour, Maximilien ne fut plus seulement séquestré mais emprisonné; ses actes, ses initiatives ne furent plus uniquement contrôlés ou influencés, ils furent supprimés; le vide se fit autour du Souverain, et Fischer gouverna

sous la conduite de Marquez. Les événements qui vont suivre en sont la preuve et trouvent dans cette situation nouvelle une explication naturelle et logique qu'on ne pourrait avoir autrement ni ailleurs.

Dès lors que l'Intervention n'était plus à la dévotion du gouvernement nouveau de l'Empire et qu'elle allait disparaître du pays, ce gouvernement résolut de rompre immédiatement avec elle, afin d'éviter que, par un changement subit et imprévu de circonstances, elle ne parvint à ravir aux cléricaux le mannequin impérial qui était devenu pour leur cause, un drapeau, un fétiche, leur dernière espérance. En un mot, le gouvernement allait brusquer les événements, de façon tellement brutale et agressive que, sans le sang-froid imperturbable du Maréchal qui, laissant de côté MM. Dano et Castelnau, manœuvra tout seul, les incidents les plus graves et les plus invraisemblables auraient pu nous créer, pour nos derniers jours à passer au Mexique, une situation inextricable et incompréhensible : celle d'une âme charitable qui a voulu séparer deux combattants et qui se voit assaillir par tous les deux.

Les dernières pages de l'histoire de l'Intervention furent donc saisissantes; elles commencèrent à l'entrevue du Maréchal avec Maximilien dont les détails ont été tracés par l'Empereur lui-même dans une lettre adressée au général Mejia, son plus fidèle serviteur jusqu'au bout.

Un des sujets de conversation, qui dut être le plus intéressant pour le Maréchal, fut assurément le récit, par Maximilien lui-même, de la visite que lui firent à Puebla MM. Dano et Castelnau. Il eût été vraiment peu banal que le Maréchal eût appris ainsi les détails de l'intrigue abominable dont il avait été la victime en cette circonstance et qu'il ignorait absolument. On ne le saura jamais sans doute, à moins que Bazaine n'en ait fait la confidence à quelqu'un qui n'a pas encore parlé; mais reste la partie la plus importante de l'entretien des deux personnages. Questionné sur la situation actuelle de l'Empire et l'avenir qui lui était réservé, le

Maréchal termina sa réponse par cette conclusion caractéristique dépourvue de toutes circonlocutions: « Mon avis aujourd'hui est que Sa Majesté se retire spontanément. » Cette déclaration était sans appel. Aussi, à la fin de l'entretien, l'Empereur prononça ses paroles suggestives : « J'ai la plus grande confiance en vous, vous êtes mon véritable ami, et je vous prie d'assister à une Junta que je vais convoquer pour lundi 14 janvier, au palais de Mexico; j'y serai présent. Là, vous répéterez ce que vous pensez. Si la majorité se range à votre avis, je partirai; s'ils veulent que je reste, tout sera dit; je resterai parce que je ne veux pas ressembler au soldat qui jette son fusil pour fuir plus vite du champ de bataille. » Belles paroles devant lesquelles on ne peut que s'incliner respectueusement, ce que malheureusement ne voulut pas faire la destinée.

Le lendemain, le Maréchal recevait du président du Conseil, une lettre brève, sèche, gênée et peu protocolaire, qui décelait dans l'âme du premier ministre un dépit profond que S. E. aura dû remarquer.

« Mexico, le 11 janvier 1867.

« Maréchal,

« S. M. l'Empereur désirant entendre confidentiellement et amicalement l'opinion de Votre Excellence et celle d'autres personnes sur une affaire de grave importance, m'ordonne de m'adresser à Votre Excellence, comme j'ai l'honneur de le faire, en la priant de vouloir bien assister à la réunion qui aura lieu au palais du gouvernement lundi prochain, 14 du courant, à deux heures.

« *Le Président du Conseil des Ministres,*  
« LARÈS. »

Economie de salutations, ce qui est à remarquer, car les Mexicains, très formalistes par tempérament, vous baisent les mains avec onction, à tout propos!

Nonobstant l'incorrection de cet appel ambigu et unique-

ment sur la prière verbale et bien motivée que l'Empereur lui avait adressée, le Maréchal se rendit au palais où se trouvait déjà réunie une assemblée d'une quarantaine de personnes qui lui apprit que l'Empereur avait décidé de ne pas assister à la Junta.

Il était aisé de découvrir les causes de cette abstention du Souverain qui avait lui-même pris l'initiative de la réunion, avec la pensée très loyale de se conformer aux décisions qui sortiraient de ses délibérations après avoir entendu les déclarations sincères très autorisées du maréchal Bazaine.

C'était encore la camarilla impériale, l'astucieux Marquez et le néfaste Fischer qui avaient détourné, ou, pour mieux dire, empêché l'Empereur de s'associer personnellement à la consultation importante qu'il avait préparée. Et par quels moyens a-t-on empêché le malheureux prince de suivre ses propres inspirations? Il n'est pas douteux que l'ignoble Fischer a dû employer les procédés les plus coupables et les plus déloyaux pour obtenir que l'Empereur manquât de parole au Maréchal. Il a dû faire jouer des documents faux ou truqués qu'on ne connaîtra jamais, ainsi qu'il l'avait fait dans l'entrevue de Puebla. On savait quelles déclarations allait faire le Maréchal et qu'elles étaient de nature à impressionner l'Empereur, et avec lui peut-être un certain nombre des membres de l'assemblée; on redoutait que Maximilien, dont les résolutions semblaient chancelantes, se laissât influencer par les considérations et les vérités que ferait entendre publiquement la voix si persuasive du Maréchal. Il fallait à tout prix conjurer ce danger et les plus criminelles machinations furent mises en jeu pour hypnotiser, paralyser Maximilien et le tenir enchaîné moralement et physiquement dans sa prison de La Téja, pendant que ces messieurs allaient escamoter le sort de la couronne et de l'Empereur.

Le Maréchal, surpris tout d'abord par ce coup de théâtre louche mais caractéristique, eut la pensée bien naturelle de se retirer aussi, ce qui aurait fait le jeu des conspirateurs et les aurait comblés d'aise. Mais, très maître de lui, il comprit

qu'il serait préférable de proclamer, *urbi et orbi*, son sentiment à l'égard de la situation *in extremis* dans laquelle allaient se trouver l'Empire et l'Empereur après le départ de son armée. Le maréchal Bazaine eut raison et agit avec une grande clairvoyance en lançant une déclaration officielle qui était pour l'abdication un plaidoyer plein de franchise et d'énergie, appuyé sur les arguments les plus irréfutables, sur les vérités les plus éclatantes, et qui concluait formellement à « la remise spontanée par l'Empereur de ses pouvoirs à la nation mexicaine ».

Ce manifeste est trop caractéristique et instructif pour que je ne le reproduise pas. Le voici tel qu'il a été publié par la presse de Mexico, à la grande confusion du gouvernement :

« L'évacuation sans coup férir, par les garnisons mexicaines, des principales places fortifiées et suffisamment armées, à la simple démonstration d'un ennemi plus faible que ces mêmes garnisons, a fait disparaître le peu de confiance qui restait dans la protection militaire que l'Empire pouvait accorder aux populations. Aujourd'hui, elles sont généralement prononcées contre l'Empire; chaque Etat a repris son rang dans la fédération; les élections sont venues valider la plupart des autorités fédérales établies de fait après le départ des employés impériaux; le régime fédéral est donc rétabli dans la plus grande partie du territoire.

« A quoi servirait de faire des efforts militaires et de grandes dépenses pour reconquérir le terrain perdu? A rien, car les populations sont, après l'expérience des deux dernières années, peu disposées en faveur du maintien de l'Empire. Il arriverait donc que les colonnes dirigées dans l'intérieur subissant petit à petit cette influence se prononceraient, ou s'affaibliraient tellement par les garnisons, que l'ennemi, ainsi que nous le voyons à chaque instant, les tiendrait bloquées, et empêcherait toute communication avec le gouvernement central. Comme conséquences immédiates, le commerce paralysé, les travaux industriels et agricoles suspendus, un mécontentement général dans les populations, enfin

un manque absolu de ressources pour maintenir les troupes dans le devoir.

« L'organisation fédérale paraissant devoir mettre le pays à l'abri des tentatives hostiles des Etats-Unis, cette considération semble influencer l'esprit des populations qui, avec raison, craignent que toute autre forme du gouvernement leur attire en conquérants leurs voisins du nord.

« 1° Au point de vue militaire, je ne crois pas que les forces impériales puissent maintenir le pays dans un état de pacification assez complète pour que le gouvernement de l'Empire puisse s'exercer dans toute sa plénitude : les opérations militaires ne seront que des combats partiels qui soustrairont la guerre civile par les mesures arbitraires qu'elles entraîneront forcément avec elles.

« 2° Au point de vue financier, le pays ne pouvant être régulièrement administré, ne fournira pas les moyens nécessaires au gouvernement impérial, et on sera toujours obligé d'avoir recours à des emprunts forcés, qui ne feront qu'accroître le mécontentement des populations.

« 3° Au point de vue politique, le pays paraît être aujourd'hui plutôt porté vers la fédération que vers l'Empire; je doute qu'un appel au peuple soit favorable au régime actuel et que peut-être même il n'obéirait pas à la convocation.

« En résumé, je crois que Sa Majesté ne peut continuer à gouverner le pays dans des conditions normales et honorables pour sa souveraineté, sans descendre au rang de chef de parti, et qu'il est préférable pour sa gloire et sa sauvegarde qu'il fasse la remise du gouvernement à la nation. »

Cette déclaration remarquable par sa netteté et sa précision, si fortement documentée, aurait dû impressionner l'assemblée si elle eût été impressionnable et susceptible de sentir la grandeur de cette péroraison où éclate dans le dernier cri d'un cœur généreux une apostrophe vibrante à la dignité de Maximilien et qui se termine dans un sombre et lugubre avertissement qui fut, hélas ! une prophétie. Elle aurait dû émouvoir ces hommes qui allaient sacrifier à leur passion sectaire

la gloire et la sauvegarde du prince qui confiait à leur loyauté sa cause et peut-être sa vie. Mais leur cléricisme fut encore plus farouche et intransigeant que celui de leur archevêque, qui, inspiré par une noble grandeur d'âme et une pieuse charité chrétienne, eut la sage prudence et la loyauté de s'abstenir. Son Eminence comprenait bien que la continuation d'une lutte désormais impossible conduirait à une catastrophe où sombreraient l'Empire et la Religion. Et pourtant ce prélat était l'homme des résolutions viriles, parfois même violentes, et il avait à sa disposition personnelle une somme de huit millions de piastres, cachée par ses soins dans un couvent de Mexico, ainsi que j'en ai eu la preuve par mon policier du ministère de la Guerre. Il faut remarquer en outre, à l'honneur de ces princes de l'Eglise, que l'Archevêque de San-Luis imita son collègue de Mexico. Son Eminence, dans l'exposé de ses sentiments devant la Junta, alla même jusqu'à protester contre la déclaration d'un membre de cette assemblée qui affirmait que tous les chefs de l'armée de Juarez n'étaient que des bandits; l'archevêque déclara qu'il y avait, là aussi, des gens honorables; et il s'abstint de voter.

Mais il y eut des orateurs qui osèrent laisser entendre que le succès final de la lutte serait assuré du jour où le pays, livré à lui-même, serait débarrassé des baïonnettes étrangères. Deux imposteurs, les ministres des Finances et de la Guerre, eurent l'audace de déclarer : Le premier, qu'il disposait de sommes considérables, disponibles sur le moment et, par une monstrueuse fantasmagorie de chiffres, qu'il promettait pour l'avenir des ressources financières qu'on n'avait jamais connues jusqu'alors. Le second qu'il disposait de 26.000 soldats, ce qui était faux; qu'il avait, lui aussi, des centaines de mille piastres dans le ministère de la Guerre. Ce farceur de Murphy, mon ancien directeur du personnel qui m'avait remplacé comme sous-secrétaire d'Etat de la Guerre, mentait avec impudence, car il savait pertinemment que cinq semaines auparavant la caisse du ministère pouvait à peine solder ses

employés. Ces gens-là se trompaient eux-mêmes; quelle folie!

Il y eut cependant dans cette assemblée, et en dehors des prélats, des hommes sincères et surtout courageux qui n'hésitèrent pas à condamner la continuation de la lutte et attaquèrent violemment les déclarations optimistes faites par les ministres des Finances et de la Guerre.

Enfin, après que tout le monde eut fait sa petite profession de foi, ou de mauvaise foi, on vota pour obtenir les résultats que voici : Sur trente-trois personnes triées sur le volet par le président du conseil et maître Fischer, qui s'étaient rendues à leur appel, neuf s'abstinrent, dix-sept se prononcèrent pour le maintien de l'Empire et sept votèrent pour l'abdication. Naturellement, le Maréchal n'avait pas pris part au vote; mais le citoyen Fischer avait voté. C'est donc sur une majorité d'une voix que l'Empereur joua sa couronne et sa vie; et encore cette unique voix fut celle de l'ignoble Fischer qui n'aurait pas dû mettre les pieds dans cette assemblée consultative. Cette chétive majorité n'était même pas réelle car la Junta n'était pas au complet, un certain nombre de hautes personnalités convoquées ne s'y étant pas rendu, évidemment par crainte de se compromettre en votant contre le maintien de l'Empire. Il est donc incontestable que si tous les appelés avaient répondu à la convocation, la majorité était acquise à l'abdication.

En considérant ce pitoyable résultat d'une consultation plébiscitaire réduite à la plus modeste expression, on est en droit de penser que si l'Empereur avait eu connaissance des arguments courageux et persuasifs présentés par les opposants de la Junta, s'il avait entendu le langage du Maréchal, si simple mais d'une sincérité et d'une logique si convaincantes et parfois même d'un pathétisme si pénétrant, il aurait compris quelle était la voie que lui imposait sa sauvegarde et ce qui était pour lui bien plus précieux encore, son honneur et sa gloire. Enfin, d'un geste magnanime, il aurait déposé la couronne sur l'autel de sa patrie d'adoption et

rendu à son peuple inconstant les pouvoirs qu'il lui avait confiés. Alors, par une attitude naturelle, sans engager pour la France une responsabilité délicate par une manœuvre brutale, le Maréchal aurait réussi ce qui fut un échec pour l'envoyé extraordinaire de Napoléon III. Mais le geôlier Fischer faisait bonne garde.

Le vote de la Junta, si peu régulier et si peu concluant qu'il fut, aurait dû mettre un terme à la tension des relations entre l'élément français et le clan gouvernemental; c'est le contraire qui eut lieu. Par le fait qu'il était en opposition avec les déclarations du maréchal Bazaine, il eut une conséquence des plus regrettables, car il sanctionnait brutalement la rupture déjà accusée par la déclaration ministérielle du 8 décembre. Mais cela ne suffisait pas encore à ce fantôme de gouvernement, dont la faiblesse augmentait les craintes, car il avait eu, depuis l'entrevue du Maréchal avec l'Empereur, une frayeur tellement intense qu'il n'en était pas encore débarrassé. Alors, son chef, le turbulent Larès, qui avait cependant toujours été, pour le Maréchal, d'une correction et d'une courtoisie parfaites, entama contre lui une lutte ouverte, conduite avec une arrogance et une impertinence qui transformèrent la rupture morale en une rupture matérielle, et donnèrent aux relations un caractère d'hostilité ridicule pour ce gouvernement qui ne reposait plus sur rien et devait s'effondrer, sitôt après notre départ. Cette hostilité ne tarda pas à se manifester par un incident particulièrement fâcheux et stupide.

Un corollaire qui s'imposait à la suite de l'attitude du Maréchal à la Junta, prouva que, dans cette affaire, Maximilien fut indignement circonvenu par son confesseur Fischer. En effet, le Maréchal ayant été convoqué pour faire une déclaration loyale à l'Empereur, devant les membres de la Junta, Sa Majesté n'étant pas venue, il considéra comme un devoir de communiquer cette déclaration au Souverain et lui en envoya immédiatement une copie avec la lettre dont voici les termes.

« Sire,

« Par l'intermédiaire de M. le Président du Conseil des ministres, Votre Majesté m'a invité à lui exposer d'une façon franche et amicale mon opinion sur la situation.

« J'ai l'honneur d'adresser à Votre Majesté l'exposé que j'ai lu à la réunion de ce jour, et qui est la sincère expression de ma manière de voir.

« C'est avec le plus profond respect, Sire...

« BAZAINE. »

Or, l'officier envoyé pour remettre le tout à l'Empereur en personne, ne put parvenir jusqu'à lui; il dut laisser son message entre les mains du sieur Fischer, qui ne remit jamais à Maximilien ni lettre ni déclaration.

Quelle triste cour restait à ce fier archiduc de la maison d'Autriche! Plus de chambellans, d'écuyers, plus de garde palatine! Le tout était remplacé par un concierge en soutane et vivait dans une ferme!

La situation devint rapidement tellement tendue entre le gouvernement et le chef de l'Intervention, qu'il était impossible que les relations entre les hauts fonctionnaires des deux partis ne s'en ressentissent pas, d'autant que des indices d'hostilité provocante s'étaient déjà manifestés du côté des Mexicains, qui devenaient agressifs. Heureusement qu'en raison de la concentration du corps expéditionnaire, des troupes nombreuses se trouvaient réunies dans la capitale ou ses environs. Heureusement aussi que, lorsque le gouvernement demanda qu'on lui remit tous les établissements militaires, le Maréchal, avec une perspicacité et une prudence très justifiées, avait conservé la citadelle. Cette mesure nous préserva des événements les plus sérieux, car le général Marquez se trouvait être investi du commandement de Mexico, ce qui était du reste une inconvenance tant qu'il y avait des troupes françaises dans cette place. Ce n'était assurément pas Maximilien qui l'avait nommé, mais bien Marquez lui-même qui s'était octroyé cette position lucrative, peu périlleuse, et qui

lui permettrait, dans la suite, d'être le maître de la situation selon ce que seraient les événements.

Ce personnage, qualifié de cruel et d'astucieux par les Libéraux, s'était fait bon diable ou bon apôtre, quand, cinq ans auparavant, il vint avec quelques soldats miséreux, je ne dirai pas se joindre à nos troupes, mais les placer sous la protection de nos baïonnettes. Il reprenait alors son caractère naturel et le Maréchal dut regretter de n'avoir pas cédé aux instances que je lui portais de la part de mon ministre et de ne l'avoir pas fait arrêter quand il revint d'Europe sans permission, en compagnie du général Miramon. S'il avait consenti ce coup de justice et d'opportunité, il est vraisemblable qu'à ce moment, c'est-à-dire au mois de janvier 1867, Maximilien eût quitté le Mexique et que notre situation eût été tout autre. Mais la poigne a manqué au moment opportun!

Les relations étaient donc des plus délicates et la moindre rencontre d'atomes crochus pouvait amener de graves conséquences.

Depuis un certain temps vivait à Mexico un certain Pedro Garay, ancien ministre de Juarez, qui avait sollicité de l'autorité militaire française l'autorisation de se rendre à Mexico et d'y résider. Il n'avait pas fait adhésion à l'Empire mais s'était retiré de la vie politique, en apparence du moins, couvert par un sauf-conduit de l'autorité militaire.

Or, le 15 janvier, Marquez, qui avait sans doute conservé quelque vieille rancune contre cet ancien ennemi, le fit tout simplement appréhender et incarcérer, malgré la sauvegarde française. C'était une maladresse et une inconvenance. Il avait le droit de trouver cet homme dangereux, car il prétendait qu'il avait des relations avec l'ennemi. Mais, avant d'agir, il aurait dû faire une demande aux autorités françaises, qui vraisemblablement auraient retiré leur sauf-conduit, après avoir fait reconduire le personnage hors de la capitale, dans la région occupée par les libéraux. C'était une règle élémentaire du droit des gens.

Les amis de Pedro Garay ayant porté plainte au Maréchal, celui-ci prescrivit au commandant d'armes de Mexico de remettre les choses en l'état où elles étaient avant la mesure arbitraire du général Marquez et de régler cette affaire conformément aux règles ordinaires. Le général de Maussion, voulant rendre à Marquez la monnaie de ses procédés, fit appeler le chef de la police de Mexico, le général Ugarté et lui annonça qu'il le gardait prisonnier jusqu'à ce qu'on ait relâché Pedro Garay. Impressionné par cette vigoureuse riposte, Marquez fit rendre le captif, et son chef de police lui fut restitué. Pedro Garay fut reconduit au loin et on lui rendit la liberté en lui retirant son sauf-conduit.

En même temps surgit une autre affaire, insignifiante au fond, mais dont les conséquences furent graves et amenèrent un conflit entre le Maréchal et le président du Conseil, grâce à la maladresse de celui-ci qui envenima un incident en s'en mêlant directement et d'une façon qu'il était impossible de supporter.

Un journaliste ayant publié dans une feuille ministérielle de Mexico, un article contenant des attaques violentes et injurieuses pour l'armée française, le Maréchal signala le fait au ministre de l'Intérieur et, après lui avoir déclaré qu'il donnait l'ordre d'arrêter l'auteur et le gérant, il demanda qu'on les punit; et tout d'abord, il supprima le journal.

L'émoi fut grand dans Mexico et le ministre écrivit au Maréchal une lettre qui déchirait tous les voiles par deux déclarations audacieuses et impertinentes. « Le gouvernement ayant fait connaître par une déclaration officielle que l'Intervention avait pris fin, l'armée française n'était plus qu'une armée amie, accidentellement sur le territoire mexicain, mais elle n'y avait aucun droit. Dans ces conditions, le gouvernement de l'Empereur du Mexique ne connaît plus que le ministre de France et, si le Maréchal, commandant ladite armée, a quelques réclamations à adresser au gouvernement, il doit le faire par voie diplomatique. » On n'a pas idée d'une telle impudence et d'une pareille aberration d'esprit, de bon

sens et même de prudence. Car le Maréchal, d'un geste, pouvait jeter bas tout l'édifice de carton qu'était ce gouvernement.

Le Maréchal, cependant, gardant un calme imperturbable, ne répondit pas à ces prétentions exorbitantes et insolentes; il attendit une occasion propice pour prendre sa revanche, mais, pour ne pas déterminer un éclat sur une affaire aussi simple, il fit relâcher le journaliste qu'on avait déjà incarcéré.

En même temps que le président du Conseil paraissait chercher à mettre le feu aux poudres, celui-ci résolut de trancher plus nettement encore la question des rapports entre les chefs de l'ex-Intervention et le gouvernement de Maximilien. M. Larès eut l'audace de convoquer à une conférence, organisée par lui, les trois représentants de la France. Mais le Maréchal, qui répondait à l'appel de l'Empereur, ne pouvait accepter d'obtempérer à une convocation de M. Larès, tout premier ministre qu'il fût et, prenant pour règle la signification que ce ministre lui avait adressée, pas même au nom de l'Empereur, d'avoir à n'employer avec le gouvernement que la voie diplomatique, s'abstint de se déranger et envoya M. Dano tout seul, c'est-à-dire le diplomate patenté.

En même temps, à ce ministre impertinent qui croyait n'avoir plus rien à redouter du mécontentement du commandant en chef, puisque ses moyens d'action, c'est-à-dire les troupes françaises, étaient déjà, en grande partie, sur la route de Vera-Cruz, le Maréchal envoya la réponse méritée.

« A M. Larès, président du Conseil des ministres,

« Mexico, le 27 janvier 1867.

« J'ai reçu votre lettre du 25 courant, je pourrais me borner à vous en accuser réception seulement, parce que je n'admets pas que vous me convoquiez à votre gré; puis, parce

que cette lettre traite des questions qui ont déjà été résolues tant par écrit que dans les conférences antérieures.

« C'est donc dans mes réponses, soit à vous, soit aux divers sous-secrétaires d'Etat, que Votre Excellence trouvera les éclaircissements qu'elle désire.

« Vous semblez accuser l'armée française d'inertie... N'aurais-je pas bien plutôt le droit de me récrier contre les actes arbitraires, contre les violences commises jusqu'à ce jour, depuis plusieurs semaines et dont notre présence à Mexico semble rendre complice le drapeau de la France ?

« C'est pourquoi, monsieur le Ministre, et comme la rédaction de votre lettre laisse percer un sentiment de défiance, constamment basée sur des appréciations calomnieuses qui froissent notre loyauté, je tiens à vous exprimer qu'à l'avenir je ne veux avoir aucune relation avec votre ministère.

« BAZAINE. »

Cette déclaration rendait la rupture encore plus radicale et créait une situation absolument invraisemblable entre les deux puissances parallèles. C'était l'état d'hostilité latent. Et pourtant le Maréchal ne pouvait agir autrement pour l'honneur de son armée et la dignité de son chef.

M. Larès fut très irrité par l'abstention du Maréchal et, déversant sa mauvaise humeur sur l'unique M. Dano, qu'il aurait cependant voulu ménager en raison de sa liaison avec le parti clérical, il l'accabla de prétentions toutes aussi ridicules les unes que les autres et particulièrement inacceptables. Ce que voyant, le ministre de France déclara qu'il ne pouvait même entendre de semblables propositions et il se retira. Fort mécontent de ce triple insuccès, le ministre mexicain devint agressif et adressa au Maréchal une longue lettre empreinte d'une colère insolente, qui se traduisait par des attaques et des appréciations outrageantes pour l'armée française et son chef suprême.

Le maréchal Bazaine, malgré son calme habituel, commençait à craindre l'explosion de graves événements et prenait

discrètement des mesures de prudence pour éviter un conflit matériel et l'étouffer dans l'œuf s'il venait à se produire. En tout cas, ne pouvant laisser son armée et lui-même sous le coup des attaques blessantes d'un monsieur Larès et voulant tenter un dernier effort de conciliation auprès du Souverain, il adressa à l'Empereur, malgré la défense dudit Larès, une énergique protestation contre les insinuations et les fantaisies politiques de son premier ministre.

« Mexico, 28 janvier 1867.

« Sire,

« J'ai l'honneur d'adresser à Votre Majesté copie de l'extrait d'une lettre que m'a fait parvenir, à la date du 25 de ce mois, M. le président du Conseil des ministres.

Il est écrit dans cette lettre :

« ...Le Maréchal et le général Castelnau, par une communication du 7 novembre dernier, ont affirmé que tant que les troupes françaises seraient au Mexique, elles protégeraient, comme elles ont protégé jusqu'ici, les autorités et les populations, l'ordre en un mot, dans les zones qu'elles occupaient, sans entreprendre toutefois d'expéditions lointaines; mais, comme dans l'attaque récente de Texcoco, le Maréchal n'a pas jugé convenable de fournir le moindre secours, le gouvernement désirerait savoir quelle sera l'attitude des troupes françaises dans la capitale si, avant leur départ, celle-ci venait à être assiégée par les dissidents ou si quelque acte d'agression était commis par l'ennemi. »

L'inconvenance de ce langage n'échappera pas à Votre Majesté qui ne m'a jamais fait l'injure de supposer un seul instant que la loyauté de l'armée française puisse être mise en suspicion.

« En signalant à Sa Majesté l'Empereur du Mexique les procédés dont ses ministres usent envers moi et en son nom, je crois faire un dernier et suprême acte de confiance et de loyauté.

« Je crois, en effet, rendre encore service à l'Empereur en

essayant de l'éclairer sur les tendances et sur les insinuations perfides d'une faction qui ne réunit que peu de sympathies et dont les chefs abusent de l'ascendant qu'ils croient avoir ou de la confiance qu'ils ont su inspirer pour préparer au Mexique et à Votre Majesté une ère de sanglantes représailles, de douloureuses péripéties, de ruine, d'anarchie et d'humiliations sans nombre.

« J'ai l'honneur d'informer Votre Majesté que, plus que jamais désireux de conserver son estime et l'amitié dont elle a bien voulu m'honorer, j'ai fait savoir à M. le président du conseil qu'en présence des termes de la lettre précitée, je ne voulais plus, à l'avenir, avoir aucune relation directe avec l'administration dont il est le président.

« J'ajouterais, Sire, que les chefs d'armes de M. le général Marquez sont journellement en relations avec les commandants du génie et de l'artillerie de l'armée française pour se mettre au courant des fortifications, des défenses, des approvisionnements en matériel, en armes, en munitions de la place.

« Sa Majesté m'ayant témoigné les désirs de savoir, à l'avance, à quelle époque je quitterai Mexico, j'ai l'honneur de l'informer que mon départ, avec les derniers contingents du corps expéditionnaire, aura lieu dans la première quinzaine du mois de février.

« Jusqu'au dernier moment, Sire, je serai toujours prêt à me rendre aux appels que Sa Majesté voudra bien m'exprimer, et toujours disposé à faire concorder mes efforts à ses désirs dans la limite de mes instructions.

« Maréchal BAZAINE. »

Cette lettre était sévère pour les ministres, mais justifiée et imposée par l'impertinence de celle du président du Conseil, par les insinuations blessantes à l'égard du rôle de l'armée française qui n'avait qu'un tort, celui de ne plus se plier aux fantaisies d'un gouvernement révolutionnaire impuissant, aux abois, affolé enfin par la perte de la seule

planche de salut qui pouvait soutenir son règne d'aventure fatalement éphémère. En outre, le ministre étant devenu agressif, une riposte s'imposait. Du reste cette protestation n'était pas rendue publique; elle s'adressait à l'Empereur seulement, à son chef qu'on ne pouvait laisser dans l'ignorance des mauvaises actions qu'on commettait en son nom et à son insu. A ce titre, elle était d'une correction parfaite à l'égard du Souverain, et, comme toujours, empreinte d'une respectueuse déférence et d'expressions de dévouement. C'était enfin un cri d'alarme, un sincère et loyal avertissement que le Maréchal avait le devoir impérieux de donner au prince qui avait toujours recherché ses conseils dévoués et qui, récemment encore, dans sa retraite de La Teja, lui déclarait qu'il était son meilleur ami et lui demandait ses avis loyaux et sincères. J'ajoute qu'on doit remarquer dans cette lettre dernière une prophétie sanglante qui, hélas ! se réalisa.

Quel fut donc le sort de cette démarche et quel en fut l'effet? Il était facile de le prévoir; ce ne pouvait être qu'une grave offense officielle, si tant est que le drôle qui la commit fût quelque chose d'officiel.

Le soir même du jour où le message fut porté à La Teja, il fut retourné au Maréchal avec une lettre de renvoi dont voici le texte invraisemblable.

« 28 janvier, 7 heures du soir.

« Monsieur le Maréchal,

« Sa Majesté l'Empereur m'ordonne à l'instant de retourner à Votre Excellence la lettre ci-jointe, ne pouvant admettre que vous parliez de ses ministres dans les termes qui s'y trouvent employés.

« A moins que Votre Excellence ne juge opportun de donner une satisfaction sur ces termes, Sa Majesté m'ordonne de faire savoir à Votre Excellence que dans ces conditions, Elle ne veut plus à l'avenir avoir aucune relation directe avec Votre Excellence.

« FISCHER. »

Un poulet de ce genre signé « Louis XIV » eût été quelque chose; mais Fischer, quel grotesque! C'était une offense internationale faite par un prêtre ou soi-disant tel, de complicité avec le président du conseil. Cela n'est pas douteux. Cette offense était-elle à relever? Assurément non. La Cour tournait au funambulesque. Du reste, le fac-similé de premier ministre, qui faisait commettre une pareille monstruosité extra-diplomatique, ne savait même pas être conséquent avec lui-même, car, pour se conformer à ses précédentes déclarations, il aurait dû faire signer l'ultimatum impérial de Fischer par son ministre des Affaires étrangères qui l'aurait remis au ministre de France pour être notifié au Maréchal. Il aurait dû opérer de même à l'égard de la lettre qu'il écrivit lui-même et fut la cause première du conflit. Telle était la voie diplomatique qu'il avait préconisée, mais ne suivait pas. Il n'y avait pas à s'y méprendre, c'était là encore un coup machiavélique de Fischer, entendu avec Larès pour creuser entre l'Empereur et le Maréchal un fossé désormais infranchissable. Jamais la lettre du Maréchal ne fut remise à Maximilien qui, naturellement, ne donna pas l'ordre de la renvoyer à son auteur. Ce prince de haute race, si déprimé qu'il put être, avait trop le sentiment de sa dignité pour commettre une goujaterie de cette force. Faire signer une pareille offense au premier représentant de Napoléon III, à un Maréchal de France, par son confesseur! Ce n'était pas possible; et il ne convient pas d'infliger un pareil affront à sa mémoire. Il n'est pas douteux, au contraire, que l'Empereur eût pris la démarche d'une toute autre façon qui n'eût pas été du goût des ministres.

Que faire en présence d'un pareil attentat politique et diplomatique? Si on le prenait au sérieux, il n'y avait qu'un parti à prendre, celui de la force; c'eût été celui du maréchal Pelissier: Faire empoigner l'imposteur Fischer et obtenir, même par la force encore, une entrevue avec l'Empereur séquestré, pour établir légalement un *modus vivendi* honnête et honorable jusqu'au départ du dernier soldat français de